

Rappelant que l'Assemblée générale a condamné à plusieurs reprises tous les actes contraires aux principes et aux objectifs du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925²⁵,

Réaffirmant qu'il convient que tous les Etats se conforment strictement aux principes et aux objectifs de ce Protocole,

Ayant examiné le rapport de la Conférence du Comité du désarmement²⁶,

Notant qu'un programme de travail, un projet de convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction, ainsi que d'autres documents de travail, propositions et suggestions, ont été présentés à la Conférence du Comité du désarmement,

Consciente des avantages que l'humanité retirerait de l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques,

Soucieuse de créer une atmosphère propice au succès de ces négociations,

1. *Réaffirme* l'objectif reconnu d'une interdiction efficace des armes chimiques;

2. *Réitère* à cette fin la demande qu'elle a adressée dans sa résolution 2827 A (XXVI) à la Conférence du Comité du désarmement, à savoir que celle-ci poursuive, en leur donnant une haute priorité, des négociations tendant à aboutir prochainement à un accord sur des mesures efficaces en vue de l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et en vue de leur destruction;

3. *Souligne* qu'il importe d'œuvrer à la réalisation complète de l'objectif d'une interdiction efficace des armes chimiques, ainsi que le prévoit la présente résolution, et prie instamment les gouvernements de s'y employer;

4. *Réitère* l'espoir que la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction recueillera le plus grand nombre d'adhésions possible;

5. *Invite* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, en date du 17 juin 1925, ou à le ratifier, et invite de nouveau tous les Etats à se conformer strictement aux principes et aux objectifs qu'il énonce;

6. *Prie* le Secrétaire général de communiquer à la Conférence du Comité du désarmement tous les documents de la Première Commission qui ont trait à des questions liées au problème des armes chimiques et des moyens de guerre chimiques;

7. *Prie* la Conférence du Comité du désarmement de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, sur les résultats de ses négociations.

2093^e séance plénière
29 novembre 1972

²⁵ Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIV, n° 2138, p. 65.

²⁶ Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de 1972, document DC/235.

2934 (XXVII). Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires

A

L'Assemblée générale,

Reconnaissant la nécessité de cesser d'urgence les essais d'armes nucléaires et thermonucléaires,

Rappelant sa résolution 2602 E (XXIV) du 16 décembre 1969, par laquelle elle a déclaré la décennie commençant en 1970 Décennie du désarmement, ainsi que sa résolution 2734 (XXV) du 16 décembre 1970, qui contient la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale,

Rappelant également ses résolutions 914 (X) du 16 décembre 1955, 1762 (XVII) du 6 novembre 1962, 1910 (XVIII) du 27 novembre 1963, 2032 (XX) du 3 décembre 1965, 2163 (XXI) du 5 décembre 1966, 2343 (XXII) du 19 décembre 1967, 2455 (XXIII) du 20 décembre 1968, 2604 (XXIV) du 16 décembre 1969, 2663 (XXV) du 7 décembre 1970 et 2828 (XXVI) du 16 décembre 1971,

I

Notant avec regret que tous les Etats ne sont pas encore devenus parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963²⁷,

Se déclarant profondément inquiète de la continuation, dans certaines parties du monde, des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, notamment dans la région du Pacifique, en contravention de l'esprit dudit Traité et au mépris de l'opinion publique mondiale,

Notant à cet égard les déclarations faites par les gouvernements de divers pays de la région du Pacifique et de la région limitrophe, manifestant leur ferme opposition à ces essais et insistant pour qu'il y soit mis fin,

1. *Souligne à nouveau* l'urgence qu'il y a à faire cesser tous les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, tant dans le Pacifique que partout ailleurs dans le monde;

2. *Invite instamment* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à devenir sans plus tarder parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et à s'abstenir entre-temps de procéder à des essais dans les milieux visés par ce Traité;

II

Notant que plus de neuf ans se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau,

Tenant compte de la détermination manifestée par les parties audit Traité de poursuivre des négociations en vue de conclure un traité qui aurait pour effet d'interdire de manière permanente toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires,

1. *Déclare* qu'un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires constitue un élément important de la consolidation des progrès réalisés jusqu'à présent sur la voie du désarmement et du contrôle des arme-

²⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 480, n° 6964, p. 43.

ments et qu'un tel traité faciliterait considérablement les progrès ultérieurs dans ces domaines;

2. *Demande* à tous les Etats possédant des armes nucléaires de suspendre les essais d'armes nucléaires dans tous les milieux;

3. *Demande* à la Conférence du Comité du désarmement d'examiner d'urgence la question d'un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires en tenant compte des vues déjà exprimées à la Conférence, des opinions formulées à la présente session de l'Assemblée générale et, surtout, de la nécessité urgente de conclure rapidement un tel traité.

2093^e séance plénière
29 novembre 1972

B

L'Assemblée générale,

Consciente des dangers que fait courir à l'humanité la continuation de la course aux armements nucléaires,

Estimant qu'une cessation de tous les essais d'armes nucléaires et thermonucléaires, y compris les essais souterrains, contribuerait à ralentir la course aux armements nucléaires, à favoriser de nouvelles mesures de limitation des armements et de désarmement et à diminuer les tensions dans le monde,

Estimant en outre qu'une cessation de tous les essais d'armes nucléaires empêcherait une plus large diffusion de ces armes,

Notant avec regret que tous les Etats n'ont pas encore adhéré au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963²⁸,

Notant avec regret que, malgré la détermination exprimée par les parties à ce Traité d'assurer à tout jamais l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires, des parties audit Traité continuent de procéder à des essais souterrains d'armes nucléaires, et qu'aucune proposition concrète en vue d'un accord interdisant les essais souterrains d'armes nucléaires n'est en cours de négociation,

Rappelant que l'Assemblée générale a, de manière répétée, exprimé sa préoccupation devant la poursuite des essais d'armes nucléaires et thermonucléaires, en particulier dans ses résolutions 914 (X) du 16 décembre 1955, 1762 (XVII) du 6 novembre 1962, 1910 (XVIII) du 27 novembre 1963, 2032 (XX) du 3 décembre 1965, 2163 (XXI) du 5 décembre 1966, 2343 (XXII) du 19 décembre 1967, 2455 (XXIII) du 20 décembre 1968, 2604 (XXIV) du 16 décembre 1969, 2663 (XXV) du 7 décembre 1970 et 2828 (XXVI) du 16 décembre 1971,

Ayant examiné le rapport présenté le 26 septembre 1972 par la Conférence du Comité du désarmement²⁹, en particulier les sections de ce rapport qui portent sur la réalisation d'une interdiction complète des essais nucléaires,

Notant avec satisfaction la conclusion d'une première série d'accords bilatéraux sur la limitation des armes stratégiques et exprimant l'espoir que les progrès réalisés jusqu'à présent conduiront à de nouvelles

limitations convenues des armements nucléaires et favoriseront la négociation d'une interdiction des essais souterrains d'armes nucléaires,

1. *Souligne à nouveau* la nécessité urgente de mettre fin à tous les essais d'armes nucléaires dans tous les milieux par tous les Etats;

2. *Prie instamment* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer sans plus tarder au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et, en attendant, de s'abstenir de procéder à des essais dans les milieux visés par ledit Traité;

3. *Demande* à tous les gouvernements qui procèdent à des essais souterrains d'armes nucléaires, en particulier à ceux qui sont parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, de prendre immédiatement, de façon unilatérale ou après négociations, des mesures tendant à suspendre ou à limiter ces essais en attendant l'entrée en vigueur, à une date rapprochée, d'une interdiction de tous les essais d'armes nucléaires dans tous les milieux;

4. *Prie instamment* les gouvernements qui ont procédé à des essais d'armes nucléaires de participer de façon active et constructive à la présentation et à l'élaboration, dans le cadre de la Conférence du Comité du désarmement ou de tout autre organe approprié, de propositions concrètes en vue d'une interdiction complète des essais nucléaires;

5. *Prie* la Conférence du Comité du désarmement de donner la plus haute priorité dans ses délibérations à un traité interdisant les essais souterrains d'armes nucléaires, en tenant pleinement compte des vues des experts et de l'évolution de la technique concernant le contrôle de l'application d'un tel traité, et prie en outre la Conférence de présenter un rapport spécial à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, sur les résultats de ses délibérations concernant cette question;

6. *Prie instamment* les gouvernements de prendre toutes les mesures appropriées pour développer davantage les possibilités de détection et d'identification des essais nucléaires souterrains par des moyens sismiques et d'autres moyens techniques et pour intensifier la coopération internationale touchant l'élaboration des techniques pertinentes et l'évaluation des données sismographiques, en vue de faciliter une interdiction des essais souterrains d'armes nucléaires;

7. *Demande* aux gouvernements de rechercher d'urgence l'arrêt de tous les essais d'armes nucléaires et de s'efforcer de réaliser à une date aussi rapprochée que possible une interdiction complète desdits essais et d'obtenir que cette interdiction soit universellement observée.

2093^e séance plénière
29 novembre 1972

C

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa profonde appréhension des conséquences néfastes qu'ont les essais d'armes nucléaires en ce qui concerne l'accélération de la course aux armements et la santé des générations présentes et futures,

²⁸ Ibid.

²⁹ Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de 1972, document DC/235.

Déplorant que l'Assemblée générale n'ait pas encore réussi à atteindre son objectif, à savoir la réalisation d'une interdiction complète des essais d'armes nucléaires, en dépit des vingt et une résolutions successives qui ont été adoptées à ce sujet,

Déplorant en outre que la détermination qu'ont manifestée les parties initiales au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963³⁰, de poursuivre les négociations en vue de mettre fin pour toujours à tous les essais d'armes nucléaires n'ait pas eu jusqu'à présent les résultats souhaités,

Rappelant ses résolutions 1762 A (XVII) du 6 novembre 1962 et 2828 A (XXVI) du 16 décembre 1971, par lesquelles elle a condamné tous les essais d'armes nucléaires sans exception,

1. *Réaffirme une fois encore avec la plus grande insistance* sa condamnation de tous les essais d'armes nucléaires;

2. *Réaffirme sa conviction* que, quelles que soient les divergences qui puissent exister sur la question de la vérification, il n'y a aucune raison valable de différer la réalisation d'un accord sur une interdiction complète des essais d'armes nucléaires selon le type envisagé dans le préambule du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau;

3. *Demande instamment de nouveau* aux gouvernements des Etats dotés d'armes nucléaires de mettre un terme à tous les essais d'armes nucléaires dans les plus brefs délais, et en tout état de cause au plus tard le 5 août 1973, soit par la conclusion d'un accord permanent, soit par celle de moratoires unilatéraux ou négociés;

4. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le texte de la présente résolution aux Etats dotés d'armes nucléaires et d'informer l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, de toutes mesures que ces derniers auront adoptées en vue de son application.

2093^e séance plénière
29 novembre 1972

2935 (XXVII). Application de la résolution 2830 (XXVI) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco)

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1911 (XVIII) du 27 novembre 1963, 2286 (XXII) du 5 décembre 1967, 2456 B (XXIII) du 20 décembre 1968, 2666 (XXV) du 7 décembre 1970 et 2830 (XXVI) du 16 décembre 1971,

Rappelant en particulier que dans quatre de ces résolutions elle a adressé des appels aux Etats dotés d'armes nucléaires pour qu'ils signent et ratifient le plus rapidement possible le Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco),

Ayant noté que le Gouvernement de la République populaire de Chine a fait, le 14 novembre 1972, la déclaration solennelle suivante :

“Le Gouvernement chinois a déclaré à plusieurs reprises que la Chine ne serait jamais et en aucun cas la première à utiliser des armes nucléaires. En tant qu'engagement précis concernant la zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine, je déclare maintenant solennellement au nom du Gouvernement chinois que jamais la Chine n'utilisera ou ne menacera d'utiliser des armes nucléaires contre des pays non nucléaires d'Amérique latine et la zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine, pas plus qu'elle n'expérimentera, ne fabriquera, ne produira, ne stockera, n'installera ou ne déploiera d'armes nucléaires dans ces pays ou dans cette zone, ou n'enverra des moyens de transport ou des vecteurs d'armes nucléaires à travers le territoire, les eaux territoriales ou l'espace aérien des pays d'Amérique latine³¹”.

1. *Réaffirme sa conviction* que la coopération des Etats dotés d'armes nucléaires est nécessaire pour que tout traité établissant une zone exempte d'armes nucléaires ait le maximum d'efficacité et que cette coopération doit se traduire par des engagements contractés également dans un instrument international solennel ayant pleine valeur obligatoire, tel qu'un traité, une convention ou un protocole;

2. *Rappelle avec une satisfaction particulière* que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique sont devenus parties au Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) en 1969 et en 1971, respectivement;

3. *Accueille également avec satisfaction*, comme mesure préliminaire, la déclaration solennelle formulée par le Gouvernement de la République populaire de Chine le 14 novembre 1972, par laquelle ce gouvernement a contracté des obligations analogues à celles qu'entraîne le Protocole additionnel II au Traité pour les Etats qui y sont parties, et invite le Gouvernement chinois à s'efforcer de trouver les moyens qui lui permettront d'adhérer au Protocole le plus tôt possible;

4. *Déplore* que les deux autres Etats dotés d'armes nucléaires n'aient pas encore répondu aux appels pressants que l'Assemblée générale leur a adressés dans quatre résolutions distinctes et les prie à nouveau instamment de signer et de ratifier sans plus tarder le Protocole additionnel II au Traité;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-huitième session une question intitulée “Application de la résolution 2935 (XXVII) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco)”;

6. *Prie* le Secrétaire général de transmettre la présente résolution aux Etats dotés d'armes nucléaires et d'informer l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, de toute mesure qu'ils auront adoptée en vue de son application.

2093^e séance plénière
29 novembre 1972

³⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 480, n° 6964, p. 43.

³¹ Déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine (voir A/C.1/1028).